

La menace immédiate de l'arrivée à Matignon de Bardella a été écartée dimanche dernier. Dimanche dernier, la macronie et tout un système politique, antisocial et autoritaire, ont été sanctionnés - le groupe macroniste a fortement reculé malgré les désistements systématiques de la gauche.

Pourtant, Macron persiste et signe. Profitant des pouvoirs exorbitants que lui donnent les institutions de la 5e République, après s'être empressé de dissoudre l'Assemblée en réaction personnelle aux résultats de l'élection européenne du 9 juin, il a maintenu Attal à Matignon.. Dans sa lettre publiée dans la presse, il ne reconnaît pas le résultat des élections. Selon lui, "personne ne l'a emporté", au mépris d'un scrutin qui a pourtant placé le Nouveau Front populaire en tête, constituant ainsi le plus gros groupe à l'Assemblée nationale. Selon lui, les forces politiques devraient plutôt construire des compromis pour un gouvernement de "front républicain" mêlant la gauche et la droite et excluant LFI. Il est évident qu'un tel gouvernement ne mettrait pas en place le smic à 1600 euros, l'abrogation de la contre-réforme sur les retraites et l'ensemble des mesures de rupture du programme du Nouveau Front populaire. D'autant plus qu'au même moment, la presse nous informe des collusions entre la macronie et l'extrême droite via les repas secrets organisés par Thierry Solère. On appréciera la réalité du "front républicain" sauce Macron...

Face à ce coup de force, l'enjeu est donc d'imposer à Macron et à la classe dominante le résultat du scrutin du 7 juillet et de créer les conditions pour un gouvernement qui mette en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Dans ce rapport de force, le monde du travail, la jeunesse et l'ensemble de la population doivent peser de tout leur poids. Le bras de fer est engagé et il se joue actuellement. L'ensemble des composantes du Nouveau Front populaire - les partis politiques, les syndicats, les associations et les collectifs qui l'ont soutenu - doivent être acteurs et pousser ensemble pour mener cette bataille démocratique. C'est la raison du rassemblement d'aujourd'hui pour affirmer et faire connaître notre attachement au programme du nouveau Front Populaire.

Ce sera la raison des rassemblements qui se dérouleront dans tout le pays jeudi 18 juillet, devant l'Assemblée, les préfetures et les sous-préfetures, tant il est nécessaire que la période des Jeux olympiques ne constitue pas une trêve et qu'elle soit l'occasion de nous faire entendre pour que le Nouveau Front populaire et notre camp social ne se laissent pas voler ce succès électoral.

Au-delà, il est essentiel que les équipes, comme ici dans la 7^{ème} circo du 35, qui ont arraché la victoire du nouveau Front Populaire continuent à fonctionner, se réunissent pour échanger, occupent le terrain pour poursuivre la bataille. Ces collectifs seront des points d'appui pour une rentrée sociale pour rendre possible la mise en œuvre du programme du Nouveau Front Populaire.

Ce sont les travailleurs/euses, les quartiers populaires, les jeunes, les femmes, les LGBTI, toutes les personnes discriminées, qui doivent prendre leurs affaires en main pour rompre avec ce système qui détruit nos vies et la planète.